



[www.journal-lemedium.com](http://www.journal-lemedium.com)

# LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #  
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0685 du 13 au 19 Janvier 2026- Prix : 250 F CFA

OTR

Fructueuse année  
**2026**

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravi de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères vœux de santé et de prospérité dans vos affaires.

Votre dévouement et votre sens du citoyen fiscal participent à la réalisation de l'avenir du Togo en contribuant de manière significative à la promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bénir vos activités.

Yawa Djiboudi TSEGAN  
Commissaire Général

IN Facebook Twitter YouTube Coris Bank International, OTR

BANQUE MONDIALE - RAPPORT B-READY 2025:

# LE TOGO, 1ER EN AFRIQUE DE L'OUEST

Sandra Ablamba JOHNSON,  
Ministre-Secrétaire Générale  
de la Présidence du Conseil

P.3

JUSTICE- LIBERATION -DETENUS :

**NDH-TOGO SALUE L'ACTE RÉPUBLICAIN  
ET HUMANISTE DE FAURE GNASSINGBE**



Me Berlin Kossivi Amégan-Atsyon,  
président de NDH-TOGO

EDITO  
SAVOIR SE  
TAIRE !

Toute chose n'est pas bonne à dire. Autrement, ce n'est pas tout qu'on dit. Même lorsqu'on qu'on connaît beaucoup de choses, de dossiers, tout n'est pas bon à dire. Il faut savoir se taire. Il faut savoir se la boucler pour apprendre à réfléchir.

Une disponibilité d'écoute virant à la réflexion est plus importante que le bavardage à tout bout de champ. Juste pour paraître comme le propriétaire de tous les dossiers.

En réalité, il y a plus de bénéfices pour soi en gardant le silence. Le silence étant une musique et une mélodie nous permettant de dominer les passions qui nous animent et qui nous trahissent, nous menant même à de la méchanceté gratuite et pure.

Entre le silence et savoir se taire, ou bien même savoir garder les secrets, il existe justement une corrélation, un lien, une évolution.

Le silence nous permet d'approfondir la méditation, la réflexion, tandis que se taire ou garder le secret traduit notre sens de responsabilité dans la société et cela est bien confirmé par nos us et coutumes. Ce n'est pas tout qu'on sait qu'on dit. Au risque de se ridiculiser et d'être en conflits avec les lois de la Nature.

Ce n'est pas en parlant dans tous les sens qu'on est important. Au contraire. Pratiquons le silence et gardons les secrets qui nous sont confiés.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoë-Cacavéli  
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédé

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédé TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : Saint Louis

Tirage : 2500 exemplaires

## JUSTICE- LIBERATION -DETENUS :

## NDH-TOGO SALUE L'ACTE REPUBLICAIN ET HUMANISTE DE FAURE GNASSINGBE

Dans un communiqué de presse en date du 10 janvier 2026, l'organisation de défenses des droits humains, NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME (NDH-TOGO), a salué les mesures de grâce accordées par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, le 31 décembre 2025 à 1511 détenus dans les prisons du Togo.

contribue au renforcement de la paix sociale, de la cohésion nationale et de la confiance des citoyens dans les institutions de la République " a-t-il écrit dans son communiqué de presse.

L'organisation de défenses des droits humains, NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME (NDH-TOGO), a donc félicité le Président du Conseil pour " sa décision

ciaires de ces mesures à faire preuve de responsabilité, de civisme et de respect des lois, afin d'éviter toute récidive et de s'inscrire durablement dans une dynamique de réinsertion sociale ".

Me Bertin Kossivi Amégah-Atsyon, le président de NDH-TOGO, a également appelé " l'en-

semble des acteurs politiques et sociaux à une hauteur d'esprit, au dialogue et au respect des institutions de la République, conditions indispensables à la consolidation de l'État de droit et de la démocratie au Togo ".

Crédo TETTEH



Me Bertin Kossivi Amégah-Atsyon, le président de NDH-TOGO

Pour NDH-TOGO dirigée par Me Bertin Kossivi Amégah-Atsyon, " cet acte républicain et humaniste

empreinte de sagesse et d'humilité ". Une opportunité également pour NDH-TOGO d'inviter " les bénéficiaires de ces mesures à faire preuve de responsabilité, de civisme et de respect des lois, afin d'éviter toute récidive et de s'inscrire durablement dans une dynamique de réinsertion sociale.

L'Association Nouveaux Droits de l'Homme (NDH-TOGO) appelle

l'ensemble des acteurs politiques et sociaux à une hauteur d'esprit,

au dialogue et au respect des institutions de la République, conditions

indispensables à la consolidation de l'État de droit et de la démocratie au Togo.

Fait à Lomé, le 10 janvier 2026

Le Président,

Me Bertin Kossivi AMEGAH-ATSYON

## DIPLOMATIE/MEDIATION :

## Un sommet de haut niveau sur le conflit en RDC annoncé à Lomé

Malgré l'accord de paix signé fin 2025 entre la RDC et le Rwanda, à l'initiative du président américain Donald Trump, processus dans lequel le Président du Conseil Faure Gnassingbé s'est impliqué personnellement, les hostilités se poursuivent sur le terrain avec les affrontements entre l'armée congolaise et les milices du M23. La situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) se détériore rapidement, avec l'afflux massif des réfugiés dans les pays voisins. " Afin de tenter de ramener une paix véritable en RDC, un sommet de haut niveau est prévu à Lomé le 17 janvier ", apprend-on de source officielle.

On explique que le sommet de Lomé vise plusieurs objectifs : renforcer la confiance entre les parties, harmoniser la mise en œuvre des accords de paix et consolider la coopération africaine et internationale sur ce dossier. Une fois encore, le Togo sera la terre de discussions pour une véritable paix dans les grands Lacs. " Le choix de Lomé, comme lieu de cette rencontre, confirme le rôle de médiateur que joue le Togo dans ce conflit qui déstabilise la région des Grands Lacs ", relève-t-on.

Il est à rappeler que c'est le 05 avril 2025, que le Président du Conseil, Faure Gnassingbé



Gnassingbé, a été désigné par l'Union africaine en qualité de Médiateur dans la crise entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, conformément au mandat de l'Union africaine de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent.

C'est dans ce cadre qu'il a conjointement présidé avec le Président Emmanuel Macron, le 30 octobre 2025 à Paris, une importante rencontre destinée à rallier un soutien accru en faveur de la paix et de la prospérité dans la région des Grands Lacs, confrontée à une crise humanitaire d'ampleur.

Il faut dire qu'aussitôt désigné médiateur, Faure Gnassingbé s'est rendu le 16 avril 2025 à Luanda en Angola dans le cadre de sa première mission diplomatique. Faure Gnassingbé a ensuite enchainé avec des rencontres des dirigeants de la

République Démocratique du Congo, du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. Ces consultations ont abouti à la tenue le 17 mai 2025 à Lomé, de la première réunion avec les membres du panel de facilitateurs, composé des anciens chefs d'État Olusegun Obasanjo du Nigeria, Uhuru Kenyatta du Kenya, Mokgweetsi Masisi du Botswana, Sahle-Work Zewde d'Éthiopie et Catherine Samba Panza de la Centrafrique.

L'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, le Représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs ont également eu des entretiens avec Faure Gnassingbé sur le sujet brûlant de la recherche de la paix dans les grands Lacs. " L'ambition affichée par le Togo est claire : contribuer à bâtir un cadre de dialogue sincère, inclusif et

constructif, à même de favoriser une réconciliation durable entre Kigali et Kinshasa ", relève-t-on.

Le conflit entre la RDC et le Rwanda, alimenté par les activités du M23, représente une menace pour la stabilité de toute la région. La multiplication des initiatives diplomatiques, avec l'implication conjuguée des États-Unis, de l'Union africaine et de pays médiateurs comme le Togo et le Qatar, témoigne de l'urgence de trouver une solution durable. Plusieurs accords préliminaires et engagements de coopération ont été signés mais peinent à être respectés.

En terre togolaise, Faure Gnassingbé essayera d'amener les parties au conflit à mettre en œuvre les décisions prises conjointement pour le retour à une paix durable dans les grands lacs, en général, et dans l'Est de la RDC, en particulier.

Ali SAMBA

## BANQUE MONDIALE - RAPPORT B-READY 2025:

# LE TOGO, 1ER EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le deuxième rapport B-READY 2025 de la Banque mondiale, qui évalue l'environnement économique des entreprises, en remplacement du rapport Doing Business, a été officiellement lancé le 29 décembre 2025. Ce projet de la Banque mondiale souligne les progrès des pays dans l'amélioration de leur cadre réglementaire, de la fourniture de services publics pour le secteur privé, ainsi que leur efficacité dans la pratique.

Par Ali SAMBA

Cette seconde édition du rapport B-Ready 2025, évalue 27 pays d'Afrique Subsaharienne, contre 14 pays lors de l'édition précédente. Au niveau mondial, 101 économies ont été évaluées en 2025, contre 50 dans le précédent rapport.

Tout comme dans la première édition du rapport B-Ready, le Togo se distingue comme l'un



Sandra Ablamba JOHNSON, Ministre-Sectaire Général de la Présidence du Conseil

pour fournir un cadre réglementaire propice aux affaires.

Ce résultat confirme la perti-

et une amélioration continue du climat des affaires, témoignant de la modernisation et de la digitalisation de ses services publics.

- Quant au pilier " cadre réglementaire ", le Togo occupe la 6è place en Afrique Subsaharienne.

Toutefois, des défis demeurent, relève le gouvernement, notamment en ce qui concerne " les services publics ", " le commerce international ", " la concurrence " et " la main d'œuvre ". Les autorités affirment que la mise en œuvre des réformes, actuellement en cours, permettra de surmonter ces défis et d'améliorer significativement le score du Togo sur ces différents indicateurs. " Restant toujours engagé dans sa vision de faire des réformes, non pas pour plaisir, mais pour impacter, le gouvernement gardera le cap des réformes pour des impacts plus grands ", déclare la cellule climat des affaires, dont les services ont été renforcés ces derniers mois par les départements techniques et l'efficacité de l'action publique.

L'analyse par indicateurs révèle que le Togo obtient les meilleurs résultats dans les indicateurs suivants : " Crédit d'entreprises ", " Emplacement de l'entreprise ", " Fiscalité ", " Insolvabilité des entreprises ", " Services financiers " et " Règlement de litiges ".

En ce qui concerne le pilier " efficacité opérationnelle ", le Togo occupe la 1 ère place en Afrique de l'Ouest et la 5è position en Afrique Subsaharienne, derrière le Rwanda, l'Île Maurice, l'Eswatini et le Botswana, en lien avec les efforts du pays pour garantir une application efficace des réformes.

### Positionnement Régional : Le Togo enregistre la meilleure performance en Afrique de l'Ouest



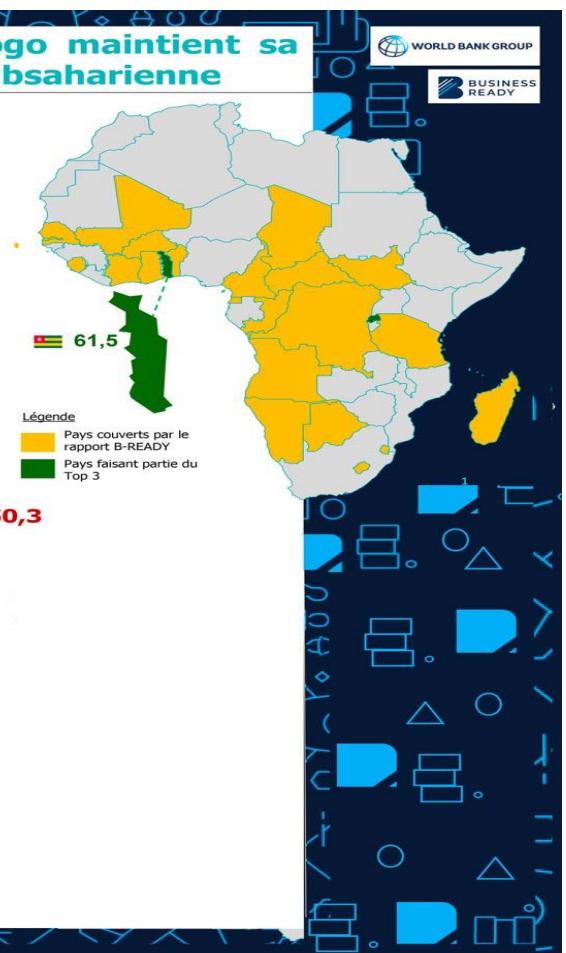
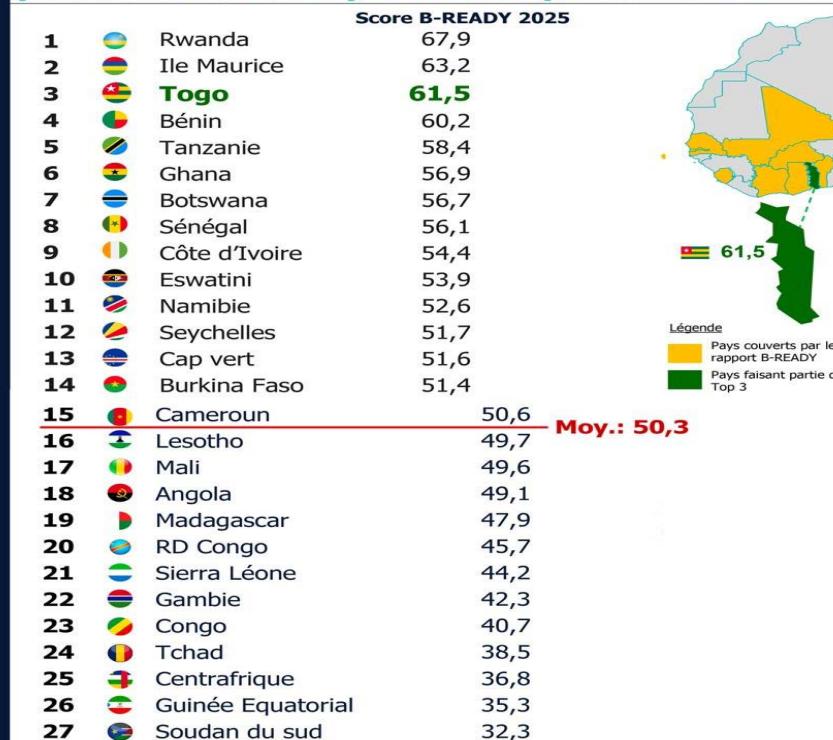
des meilleurs réformateurs en Afrique. En effet, le Togo maintient sa position dans le top 3 en Afrique subsaharienne dans cette deuxième édition, ceci, grâce à une série de réformes ambitieuses mises en œuvre au profit du secteur privé.

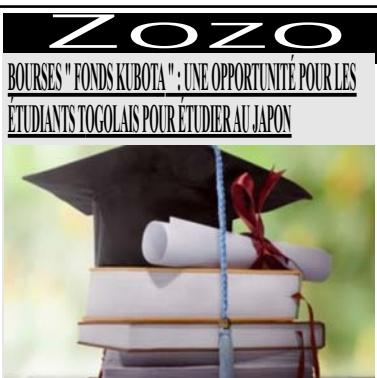
Selon le Rapport B-READY 2025, le Togo est classé : 1er en Afrique de l'Ouest ; 3ème en Afrique Subsaharienne derrière le Rwanda (67,94) et l'Île Maurice (63,20) ; 4ème en Afrique Subsaharienne et du Nord réunies. L'analyse par indicateurs révèle que le Togo obtient les meilleurs résultats dans les indicateurs suivants : " Crédit d'entreprises ", " Emplacement de l'entreprise ", " Fiscalité ", " Insolvabilité des entreprises ", " Services financiers ".

nence des réformes engagées sous la haute impulsion du Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, notamment dans la modernisation de l'administration, la digitalisation des services publics lancées depuis 2017 par la Cellule climat des affaires, et qui ont été renforcées ces derniers mois par les départements techniques et l'efficacité de l'action publique ", fait-on savoir au gouvernement.

Dans les détails : pour le pilier " services publics ", le Togo s'illustre en occupant la 1ère place en Afrique de l'Ouest avec un score de 61,52 et la 3ème place en Afrique Subsaharienne, derrière le Rwanda (67,94) et l'Île Maurice (63,20). Ceci confirme les efforts déployés

### Positionnement Régional : Le Togo maintient sa position dans le top 3 en Afrique subsaharienne





Les étudiants togolais désireux de poursuivre leurs études supérieures au Japon, ont une opportunité en or. Le ministère délégué en charge de l'Enseignement supérieur vient d'annoncer le lancement de l'appel à candidatures pour le programme de bourses par le secrétariat du "Fonds Kubota". Il s'agit, en effet, d'un programme qui s'adresse aux étudiants issus des pays en développement, notamment du Togo. Ce programme se veut d'appuyer la

conduite de projets de recherche, couvrant plusieurs domaines, à savoir : le génie civil, le génie électrique et mécanique, l'environnement, l'énergie, l'agriculture, l'architecture ainsi que le développement économique.

Ainsi, les étudiants désirant poursuivre leurs études au Japon, sont invités à postuler pour ces bourses au titre de l'année universitaire 2026-2027.

Les étudiants intéressés par cet avis, devront soumettre leur candidature au plus tard le lundi 19 janvier 2026. Pour ce qui est des dossiers, ils devront se référer au portail dédié.

Notons que le Fonds Kubota, créé en 1984, a pour objectif de favoriser le développement des technologies industrielles dans les pays les moins avancés en apportant un appui financier à leurs futurs leaders, afin qu'ils puissent acquérir l'éducation et la formation requises.

@macite.tg

#### REPONSE ADEQUATE A LA PENURIE EN EAU POTABLE DANS LE NORD-TOGO : LE MINISTRE ADEDZE SUR LES CHANTIERS D'INSTALLATION



La pénurie en eau potable dans certaines régions du pays préoccupe au haut point les autorités togolaises. En réponse à cette situation, consécutive à une baisse drastique de la pluviométrie mais aussi des volumes d'eau disponibles pour une desserte suffisante, des initiatives urgentes ont été entreprises par l'exécutif pour soulager les populations.

C'est dans cette optique qu'une mission a été dépêchée sur le terrain pour un contrôle des équipements de production et de distribution d'eau potable dans ces zones. Conduite par le ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat, Kodjo Adédze, cette mission a sillonné les régions de la Kara et des Savanes. Elle vise à suivre l'évolution des travaux, à coordonner les interventions des différents services et à préparer les prochaines actions pour une meilleure couverture en eau potable.

Au cours de cette tournée, plusieurs infrastructures ont été examinées.

À Kara, l'attention a été portée sur le fonctionnement du barrage de la Kozah et sur les installations alimentant la ville et ses environs. Les services techniques ont présenté la situation actuelle et les ajustements opérés sur le réseau.

Pour renforcer l'alimentation en eau potable, de nouveaux points de captage ont été intégrés au système existant.

Dans cet élan, des forages déjà disponibles ont été raccordés après vérification de leur rendement et de la qualité de l'eau. Aussi, d'autres ouvrages sont en cours d'exécution pour soutenir et renforcer la production en cette denrée vitale.

Tout en relevant que les échanges avec les acteurs locaux ont permis de faire le point sur les besoins et les priorités, le ministre Adédze note que les résultats positifs sur certains sites visités. Les volumes produits permettent une amélioration progressive de la distribution.

Notons que la mission, prévue 7 au 10 janvier, va se poursuivre dans les Savanes, notamment dans les villes de Mango et de Dapaong.

@macite.tg

## ECONOMIE ET FINANCES :

# Un Partenariat renforcé entre l'OTR et le secteur privé souhaité

*I*l a été constaté certaines difficultés dans les relations entre l'Office togolais des recettes et les opérateurs économiques, durant l'année fiscale 2025. Le secteur privé estime avoir trop subi les tracasseries de la régie financière. " Vous avez beaucoup subi ", a estimé le président du patronat, monsieur Coami Laurent TAMEGNON, s'adressant aux opérateurs économiques.

Une rencontre initiée par le ministre de l'économie et du budget, Essowé Barcola, a permis aux deux parties de discuter des points de désaccords. " L'objectif principal, c'est de pouvoir échanger avec le secteur privé. Échanger pour ne serait-ce qu'essayer de lever les malentendus et avancer. Trouver le moyen d'établir un partenariat entre le secteur privé et l'administration fiscale. Nous sommes des partenaires et ce qui compte pour nous, c'est le développement de notre pays ", a-t-il déclaré.

L'autorité a rappelé les réformes engagées, vigoureuses et visionnaires, entreprises au niveau de l'OTR, notamment le jumelage des deux entités que sont les douanes et les impôts, visant à accroître l'efficacité de l'administration fiscale et à maximiser la collecte des recettes de l'État. " Ces nouvelles mesures permettront ainsi d'ajuster notre système fiscal aux exigences actuelles, tout en favorisant une amélioration continue de la qualité des services offerts aux citoyens, utilisateurs de l'administration fiscale à divers



Moyem Banaib (CCESP)

moments de la vie ", a-t-il ajouté.

Pour le ministre des Finances et du Budget, le secteur privé est porteur de croissance et contribue à la richesse nationale. Il a déployé les frictions entre le secteur privé et l'administration fiscale, mais a exprimé son espoir de démarrer un nouveau partenariat en 2026.

Il est à rappeler d'ailleurs que le Président du Conseil, Faure Essozimna GNASSINGBE, avait créé le Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP), dont la mission est d'organiser et de structurer la concertation entre l'État et le secteur privé. " L'ambition du président du Conseil, à travers ce cadre, est d'œuvrer au renforcement de la confiance mutuelle entre les deux parties et de contribuer à l'amélioration du climat des affaires et de faciliter la mise en œuvre consensuelle des mesures législatives et réglementaires destinées au développement des activités économiques ", fait-on savoir au gouvernement. Le CCESP a également pour vocation, d'apporter sa



Jonas Daou (AGET)

contribution aux réflexions sur toutes les questions d'intérêt pour le secteur privé.

D'ailleurs, le mardi 30 décembre 2025, une réunion s'est tenue avec les Secrétaires généraux des ministères, faisant office de points focaux du dialogue public privé dans leurs départements respectifs. Spécifiquement, la plateforme des points focaux du CCESP a vocation : à servir d'interface ou de relais du CCESP dans leurs départements ministériels respectifs, à appuyer le CCESP dans la mise en œuvre des plaidoyers du secteur privé et des recommandations issues des sessions du CCESP, à assurer la disponibilité de l'information sur les réformes réalisées par leurs départements respectifs, ainsi que sur l'évolution des indicateurs du climat des affaires.

Le CCESP a réaffirmé sa volonté de maintenir et d'approfondir les discussions, en particulier en vue de la prise de décisions, notamment fiscales, au bénéfice du secteur privé, contribuant ainsi au développement de

l'économie nationale. Lors de la deuxième réunion du comité technique de concertation entre l'État et le secteur privé. " Dans son discours devant le congrès, le Président du Conseil a dit que soutenir le secteur privé comme moteur de croissance et d'emploi était une orientation majeure pour les années à venir ; il s'est appesanti sur la création d'un environnement propice à l'investissement et à la compétitivité des entreprises. Ces engagements nous confortent et nous en sommes très heureux car cela nous permet d'entrevoir le rôle stratégique de l'état aux cotés du secteur privé pour créer de la valeur ajoutée nationale ", a déclaré Jonas DAOU, président de l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET).

Il est dit que le CCESP joue un rôle clé dans la transformation structurelle de l'économie nationale et dans la mise en œuvre de politiques de promotion du secteur privé, en intégrant la réalité économique des entreprises dans les choix fiscaux à venir.

## ACCÈS A L'EAU POTABLE DANS LA KARA ET DANS LES SAVANES :

# Le gouvernement évalue la situation sur le terrain

*D*epuis quelques temps, une conjoncture climatique exceptionnelle accentue les tensions sur l'approvisionnement en eau potable dans certains quartiers de la ville de Kara et de ses environs. Selon les spécialistes, une faible pluviométrie inhabituelle en est la cause. Le déficit pluviométrique observé, particulièrement marqué au mois de septembre, a favorisé une installation précoce de la saison sèche, provoquant l'assèchement progressif de plusieurs sources alternatives d'eau.

Le niveau d'eau barrage de la Kozah, principale source d'alimentation en eau potable des préfectures de la Kozah, de la Doufengou et de la Binah, s'établit légèrement en dessous de 8 mètres, contre 16 mètres à la



Le ministre Kodjo Adedze et le ministre délégué Séna Alipui lors de leur visite sur le terrain

même période en 2024. Cette baisse exceptionnelle du niveau d'eau a entraîné une réduction significative de la capacité de production, estimée à environ 40 %, soit une production journalière de 4 500 m<sup>3</sup> contre 11 000 m<sup>3</sup> habituellement. " Il s'agit d'un niveau historiquement bas, jamais enregistré depuis la construction de l'ouvrage en 1979 ", explique-t-on.

Il faut parer au plus pressé. Le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, Kodjo Adedze, accompagné du ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui, a conduit la semaine dernière, une mission d'inspection dans les régions de la Kara et des Savanes. Ils ont visité le bar-

rage de la Kozah et les sites de forage en cours de réalisation. Dans les Savanes, ils ont constaté l'état d'avancement de la prise en rivière et de la station de production à Mango et le château d'eau de Timbou, la station de traitement de Dalwak et les équipements de la base militaire de Nioukourma dans le Tône.

Il est à souligner que des mesures urgentes et préventives ont donc été prises par le gouvernement. Il s'agit d'abord de démonter 50 forages existants, afin d'évaluer leur potentiel de production et installer de nouvelles conduites pour leur raccordement au réseau de la Société Togolaise des Eaux (TdE). " À ce jour, près de 50 % des forages ciblés, soit 25 ouvrages, ont été récupérés. Environ une douzaine de forages sont

*Suite à la page 6*

# POLITIQUE SOCIALE de FAURE GNASSINGBE : **La priorité aux populations vulnérables**

*Dans le budget exercice 2026, estimé à plus de 2 750 milliards FCFA, la proportion de dépenses sociales, y comprises celles relatives à la santé, à l'éducation et à la protection sociale, représente près de 48% du total des dépenses budgétaires. Les autorités ont mis l'accent sur la poursuite des actions visant le bien-être des populations, avec l'axe 1 relatif à l'inclusion, et le capital humain (dépenses sociales) budgétisé à 669 milliards de francs CFA, une progression de 1,5% par rapport au budget précédent.*

Au gouvernement, on indique qu'à travers de multiples mécanismes de lutte contre la pauvreté, le Togo va poursuivre sa politique sociale débutée depuis quelques années déjà avec l'accompagnement des couches vulnérables. Ainsi, dans la poursuite de la politique de protection sociale, le gouvernement a lancé, en décembre 2025, une nouvelle opération nationale de transferts monétaires au profit de plus de 700 000 personnes vulnérables sur l'ensemble du territoire. Cette nouvelle initiative sociale s'inscrit dans le cadre du Programme national de protection sociale (PNPS).

Ce programme repose sur trois composantes, à savoir : les transferts monétaires directs aux ménages vulnérables, la création d'emplois en particulier, en faveur, des jeunes en situation de vulnérabilité et l'autonomisation économique des ménages vulnérables, avec un accent spécifique sur les femmes. Le programme vient concrétiser une fois encore l'engagement et la politique d'inclusion du Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Gnassingbé.

Cette initiative majeure vise à



Le PC Faure Gnassingbé



Une vue des bénéficiaires

: soulager immédiatement les ménages en situation de vulnérabilité, protéger le capital humain, en particulier les enfants, les femmes et les familles, renforcer la cohésion nationale et la stabilité sociale.

L'opération va permettre à plus de 21 000 personnes dans la région Maritime déjà identifiées sur la base des critères bien définis, de bénéficier directement des transferts d'argent sur leur portable. Dans la région des Plateaux, 240 078 personnes sont concernées par cette opération, tandis qu'elles sont 13 615 bénéficiaires concernés dans la région Centrale. Le Gouverneur de la région de la Kara a relevé que l'opération des transferts monétaires, qui touche 19 480 ménages dans sa zone, vient consolider les nombreuses avancées déjà réalisées par le gouvernement dans le champ de l'inclusion sociale et de la solidarité nationale.

A en croire le coordonnateur régional de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) Savanes, Tchaboré Ninkabou, ce sont plus de 150 000 bénéficiaires directs de 1 723 villages qui sont concernés par cette mesure dans les Savanes et qui vont recevoir des transferts monétaires de 25 000 FCFA, via les opérateurs de téléphonie mobile Mix by Yas et

Moov Togo. Les bénéficiaires, par la voix de leur représentant, se sont réjouis de cette initiative du Président du Conseil visant à assurer le bien-être des populations vulnérables, à étendre les filets sociaux et à renforcer la résilience des communautés. " Je suis fière, aujourd'hui, de recevoir les 25 000 FCFA des transferts monétaires du gouvernement. Je remercie le Président du Conseil qui nous a soutenu pour que je puisse aider aussi mes enfants et entreprendre quelque chose. C'était comme un rêve mais aujourd'hui c'est une réalité. J'ai vraiment touché l'argent merci beaucoup au président Faure Gnassingbé ", a confié une bénéficiaire.

Lors de son discours sur l'état de la Nation au parlement, le Président du Conseil a indiqué que son engagement restera total pour protéger les populations et renforcer la résilience des communautés. " Cela signifie renforcer nos capacités de défense, protéger les populations vulnérables, étendre les filets sociaux, garantir l'accès aux soins, à l'eau, à l'énergie et à l'éducation " a-t-il dit.

Au niveau des progrès réalisés en matière de protection sociale, on peut citer, entre autres, l'Assurance maladie universelle

(AMU), avec plus de 4,4 millions de personnes couvertes, et depuis le 23 octobre dernier, l'ouverture de la couverture AMU à 3 millions de travailleurs non-salariés, œuvrant dans l'informel, le programme School AMU, le programme de cantines scolaires à travers la fourniture gratuite de 41 millions de repas chauds à 219 762 écoliers et la distribution gratuite des kits scolaires à plus de 100 000 filles au titre de la rentrée scolaire 2025-2026.

A cela s'ajoutent le programme Wezou qui a permis d'offrir plus de 4 millions de prestations couvertes pour la prise en charge quasi-gratuite des femmes enceintes et la mise à disposition de crédits intrants d'une valeur de 8,7 milliards FCFA au profit des producteurs. Au gouvernement, on relève que par ailleurs, l'octroi de crédits d'un montant total de 117,2 milliards FCFA à près de 2 millions de bénéficiaires, à travers les mécanismes du Fonds national de la finance inclusive (FNFI), le projet de filets sociaux et services de base (FSB) ainsi que le programme de revenu universel de solidarité (Novissi), témoignent de la volonté du Président du Conseil de renforcer la protection sociale et l'inclusion financière dans notre pays.

Issue de la fusion de deux traditions majeures, Adossa-Gadao associe Gadao, fête des moissons célébrant le lien sacré entre l'homme et la terre nourricière, et Adossa, la danse du couteau, symbole d'endurance et de discipline. À travers ces rites, la communauté rend hommage à ses ancêtres tout en transmettant aux jeunes générations les repères essentiels de son histoire. " Je vous exhorte à cultiver et à préserver notre patrimoine culturel, car il est non seulement le témoin de notre histoire, mais aussi un levier pour le développement des communautés ", a indiqué le ministre conseiller Pascal Bodjona.

*Source : @République togolaise.com*

## CAFE & CACAO : LES PRIX INDICATIFS AUX PRODUCTEURS POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 15 JANVIER 2026

Le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC), en collaboration avec le ministère en charge du Commerce, vient de rendre public les prix indicatifs aux producteurs de café et cacao, pour la première quinzaine de ce mois de janvier 2026.

Selon ce communiqué, ces prix pour la période du 1er au 15 janvier 2026, se présentent comme suit :

- Café saïn robusta : 1.455 fcfa le kilo ;
- Cacao qualité supérieure : 2.170 kilo.

Notons que ces " prix sont calculés par rapport à l'échéance de janvier 2026, pour le café, et mars 2026, pour le cacao ".

*Source : @macit.tg*

## SERVICES ESSENTIELS : **Des enfants et des vies sauvées au Nord-Togo**



le bien-être et le développement de leurs enfants. Cette situation limite fortement leur accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau potable et aux mécanismes de protection sociale.

Pour y remédier, l'État déploie

plusieurs projets visant à renforcer les services sociaux essentiels en faveur de l'enfance.

### **Un des programmes dédiés**

Le Togo a lancé en décembre un programme pour permettre

aux jeunes d'accéder plus facilement à des actions sociales essentielles dans les régions des Savanes et de la Kara. Baptisé " Améliorer l'accès équitable et durable à un ensemble intégré de services essentiels pour les enfants du nord du Togo au moyen d'une approche de cohésion sociale ", ce projet est doté d'un financement de 8,3 milliards de francs CFA.

Il bénéficiera à plus de 79 000 jeunes d'ici 2029 : les enfants de 0 à 5 ans pour le développement de la petite enfance, les 6 à 12 ans pour l'accès à des services de qualité et 13 à 18 ans pour l'accès à des services de

*Suite à la page 6*

## SERVICES ESSENTIELS :

# Des enfants et des vies sauvées au Nord-Togo

*Suite de la page 5*

quisition de compétences clés pour l'avenir.

Le projet vient renforcer les efforts du gouvernement pour protéger les populations vulnérables et assurer leur accès aux soins, à l'éducation et aux services sociaux essentiels.

### Le programme d'alimentation scolaire au nord

Il fait partie des initiatives déployées ces dernières années en la matière. Officiellement déployé le 17 avril 2025, le pro-

jet d'alimentation scolaire intégrée, basée sur la production locale (Home Grown School Feeding - HGSF), élargit la couverture des cantines scolaires dans les régions des Savanes et de la Kara.

Le projet bénéficie d'un financement de 7,2 milliards de francs CFA et prévoit de fournir quotidiennement des repas sains et équilibrés à plus de 36 000 enfants répartis dans 130 écoles maternelles et primaires. Il comprend également la réhabilitation de cuisines scolaires, l'installa-

tion de foyers améliorés, la création de jardins pédagogiques ainsi que des séances de sensibilisation à la nutrition. Il renforce le Programme national d'alimentation scolaire, avec la région des Savanes en tête des bénéficiaires (58 122 élèves en 2023/2024), suivie par la Kara (30 413 élèves).

### Le Programme d'urgence pour la région des Savanes

Autre offensive salvatrice dans la zone. Mis en œuvre en 2022, le Programme d'urgence pour la

région des Savanes (Purs) a contribué à une hausse notable de la scolarisation des enfants, en particulier des filles grâce à la construction d'infrastructures scolaires de proximité et aux programmes de soutien alimentaire.

En 2024, le programme a permis l'aménagement de 125 km de pistes rurales, l'installation de 302 forages équipés de systèmes de pompage solaire. Sur la même période, une opération d'assistance alimentaire a été lancée, permettant de venir en aide à 63 000 personnes vulnérables.

Ainsi, ce programme sert d'opportunité à des milliers de ménages vulnérables de sortir de la précarité, grâce à l'accès à des activités génératrices de revenus, permettant aux parents de réunir les moyens nécessaires pour envoyer leurs enfants à l'école. À travers ces différents mécanismes, presque liés par un seul objectif, les autorités togolaises réaffirment leur engagement à garantir l'égalité d'accès aux services sociaux de base, faisant de l'enfance un levier central du développement *national*.

## ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LA KARA ET DANS LES SAVANES :

# Le gouvernement évalue la situation sur le terrain

*Suite de la page 4*

déjà raccordés au réseau de distribution, dont certains ont été aménagés en points d'eau autonomes, destinés à desservir les quartiers périphériques et les zones en altitude, moins bien couvertes par la production du barrage de la Kozah ", informe-ton.

La deuxième phase du programme concerne la réalisation de 150 nouveaux forages dans les zones urbaines et semi-urbaines de Kara, Niamtougou et Pagouda, en vue de renforcer durablement l'offre en eau potable. On indique que les études préliminaires et la prospection géophysique ont permis d'identifier les sites favorables. Les travaux de forage ont effectivement démarré, et une quinzaine de nouveaux forages sont déjà achevés après une semaine de démarrage. " C'est toute une batterie d'actions qui a été enclenchée dans la partie septentrionale du pays sur instruction du président du Conseil, Faure Gnassingbé.

Des instructions ont été données en matière de mesures urgentes, à court terme et à long terme, car pour le Président du Conseil, il s'agit de joindre l'action à la parole, et c'est exactement ce que nous sommes en train de faire ", a déclaré le M. Adedze.

Face à la situation, les populations sont appelées à des comportements économies pour éviter le gaspillage d'eau en cette période où s'en approvisionner devient difficile.

Il faut dire que le Gouvernement togolais poursuit la mise en œuvre de projets structurants d'envergure, visant à sécuriser durablement l'alimentation en eau potable de la région de la Kara. Il s'agit notamment du projet de cons-

truction d'un barrage polyvalent sur le fleuve Kara, à Sarakawa ; de la mobilisation des ressources en eau de la cascade de Sara, à Bafilo ; de la construction d'un barrage assorti d'une unité de

traitement compacte sur la rivière Kara ; la modélisation et la sectorisation du réseau pour l'amélioration de la desserte dans tous les quartiers de la ville de Kara et l'autonomisation des

grandes structures consommatrices, telles que le CHU, le CHR, les casernes, l'université....en les dotant de forages industriels. " Ces projets s'inscrivent dans une vision intégrée et résiliente de la

gestion des ressources en eau, adaptée aux défis du changement climatique ", fait-on savoir.

 **OTR**  
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

**Soyez vigilants,  
ne vous faites  
pas avoir !**

*Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, il est interdit :*

- de s'inscrire via WhatsApp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)

! 8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

 Office Togolais des Recettes - OTR



# Fructueuse année 2026

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravie de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères voeux de santé et de prospérité dans vos affaires.

Votre dévouement et votre sens de civisme fiscal participent à la réalisation de l'ambition de faire du Togo un carrefour stratégique de promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bénir vos activités.

**Yawa Djigbodi TSEGAN**  
Commissaire Général



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

